

Analyse des faits économiques et sociaux (1)

M. François PERROUX, professeur

Cours du lundi : *La promotion sociale : modèle d'ascension des masses et modèle de circulation des élites.*

Les promotions des masses sur les niveaux du savoir, de la richesse et des pouvoirs politiques posent le problème du type global de la société. Au delà des promotions à l'intérieur d'une société on conçoit la promotion de la société elle-même, c'est-à-dire de ses finalités et des institutions qui les servent. Le fonctionnement de la « société industrielle », « société de consommation », « société de l'abondance », etc., est prétexte à des troubles incohérents (France, mai 1968) et occasion d'examens systématisés. A tous ceux qui participent aux uns et aux autres, nous avons offert une suite de « Questions à Herbert MARCUSE », — Auditoire nombreux. Déception : ni gourdins, ni cocktails Molotov : les sages insurgés prenaient des notes. Avaient-ils lu H. MARCUSE que des revues en quête d'abonnés et des journaux avides de tirage avaient proclamé leur patron ? (2).

Dans une recherche jalonnée par des ouvrages assez connus, *Raison et Révolution ; Eros et Civilisation ; L'homme unidimensionnel ; La fin de l'Utopie ; Vers la libération*, Herbert MARCUSE, avec qui nous avons l'honneur d'être en relations cordiales et que nous espérons recevoir à la fin du cours, suggère une critique radicale de la société présente qui procure des éléments utilisables pour analyser scientifiquement la promotion de sa forme.

Société et domination

La société occidentale est une fabrique d'objets que des systèmes de machines multiplient avec une vitesse, une précision et une puissance non

(1) Par décision de l'Assemblée du Collège de France, la Chaire d'Analyse des faits économiques et sociaux a été déclarée Chaire à Laboratoire. Cf. M. BATAILLON, Le Collège de France, in *Revue de l'Enseignement Supérieur*, n° 2, 1962, page 41 et 42.

(2) Madame N. B. qui assistait à la première leçon en a écrit un compte-rendu agréable dans le *Monde* du 29 janvier 1969 « M. François PERROUX introduit MARCUSE au Collège de France ».

pareilles. La loi du débit étant donnée par le marché ou par une Centrale politique, la *Société-Fabrique* fonctionne en évacuant toute inquiétude sur sa finalité et en éludant la référence à l'individu concret, totalité irréductible de pulsions, d'images, d'aspirations, de paroles intérieures et de paroles extériorisées.

Les individus sont soumis à des obligations émanant de la loi sociale du débit : ils se bannissent eux-même de la société s'ils la refusent... L'Eros récalcitrant qui les travaille est désublimé et domestiqué, moyennant l'ersatz érotique commercialisé. La pensée, purgée de sa négativité, est réduite toute entière aux méthodes « positives » et aux concepts opératoires. Indispensables dans leur ordre, ces procédures, si elles deviennent, comme c'est le cas aujourd'hui dans les sciences humaines, des recettes pour inculquer les conformismes de la société présente et la préserver de tout dépassement, achèvent d'asservir l'individu. L'être multiple, contradictoire et contrariant, capable de développement dans de multiples directions et propre à inventer sans répit de nouveaux axes de ce développement, est mutilé, simplifié, réduit à l'état de rouage dans la mécanique qui fonctionne sur un programme de débit. L'homme unidimensionnel est le fabricant fabriqué. Lui restituer ses multiples dimensions et rouvrir les champs du possible que l'on a fermés pour lui, c'est lui restituer sa qualité et sa capacité d'homme.

La domination de la société-fabrique est originale par comparaison à celle que les sociétés du XIX^e siècle ont exercée sur leurs membres. Elle s'étend sur tous, dans toutes les circonstances de leur vie. Elle leur procure l'illusion de la rationalité sur un niveau superficiel en les privant d'une rationalité exigeante et profonde : Il est « rationnel » de consommer et de produire beaucoup, il le serait davantage d'évaluer et de critiquer les finalités impliquées dans la qualité et les styles de la consommation et du produit ; il le serait davantage encore de refuser le coût social de l'« abondance » qui est l'acceptation de l'économie meurtrière et de l'Etat guerrier.

La société-fabrique, par les routines qu'elle impose et le « divertissement » perpétuel qu'elle procure, rend ses esclaves satisfaits de leur esclavage. Quand ils échappent à l'atelier, ou au bureau où les contraintes rigoureuses s'accompagnent parfois d'hygiène, de confort et toujours de méthodes scientifiques, ils sont happés par la ville où le repos et le loisir sont — en tendance du moins — hygiéniques, confortables et scientifiques ; chacun se sent sur la voie du meilleur des mondes. Comment les intéressés n'oublieraient-ils pas qu'ils sont soumis à une sur-répression, qu'ils ne sont pas seulement obligés à ces renoncements que suppose toute vie organisée mais sont réduits à l'état d'instruments du lucre et satisfaits de l'être.

Dès le départ, quelle gêne devant l'indétermination des termes ! Sur deux points entre d'autres. — « Société industrielle », « société de masse », « société de consommation », « société scientifique », etc. sont des expressions fautives

ou, du moins, des tours elliptiques qui prêtent à confusion. Ce n'est ni dans l'industrie, ni dans la masse, ni dans la consommation, ni même dans la science que se fonde la cohésion sociale des humains rassemblés et organisés. C'est dans un système de valeurs communément acceptées qui procurent un sens aux efforts collectifs et à l'arbitrage politique. Des synergies industrielles, de l'émergence des masses, de l'accroissement diversifié de la consommation, des propositions vérifiées par la logique et par l'expérience ne surgit pas directement, de façon univoque et nécessaire *telle* société ni même *une* société. La société se dissout sans image d'elle-même et sans croyances communes concernant l'être et le devenir de l'homme.

Cette image et ces croyances légitiment le pouvoir ; sans elles, le pouvoir ne peut se prononcer « au nom de rien », ce qui l'exténue, même s'il dispose de la contrainte. Or, les germes de nihilisme, de néantisation s'observent avant l'apogée de l'industrie contemporaine : l'histoire de la pensée, à ne considérer que le proche passé, les découvre dans les impérialismes triomphants et les sociétés pourries de la Belle-Epoque : leur religion du progrès et leur scientisme n'atteignaient pas la multitude parce qu'elles ne disposaient pas d'instruments assez puissants : leur aveu par les guerres mondiales, les colonialismes et l'exploitation des faibles et des pauvres a prouvé douloureusement leur impuissance à fonder l'ordre social.

Les deux degrés de la domination

En Occident, les élites dominantes englobent les propriétaires du capital de production, la Haute Administration et le personnel politique. Ces groupes viennent de la haute ou moyenne bourgeoisie, le troisième ayant un recrutement plus large ; ils acceptent le système économique régnant. La promotion dans les hiérarchies professionnelles et techniques existantes consolide ce système et lui recrute de nouveaux partisans.

Pour que les choses changent radicalement, il faudrait que les gouvernants cessent d'être dominateurs, que l'exercice de leurs fonctions de dirigeants et d'arbitres ne s'accompagne plus d'oppression. H. MARCUSE invite à séparer l'autorité nécessaire d'avec l'autorité superflue, sans proposer un principe de distinction. Sur sa lancée et plus loin que le point qu'il ne dépasse pas, on peut opposer profit de monopole à profit d'innovation, surcroît de rémunération par revendication pure à surcroît de rémunération justifiée par une productivité additionnelle, autorité envahissante à souveraineté limitée par les institutions et l'aménagement des forces sociales ; mais ce ne sont que des indications qui nous aident pratiquement mais ne nous renseignent point sur le tracé de la frontière entre répression et sur-répression.

La masse à l'Occident et à l'Est se voit imposer un système politique et économique au fonctionnement duquel elle ne comprend à peu près rien : elle aspire à une amélioration de son sort et de son niveau de vie ; or c'est

sur le ralentissement et la limitation de ses revendications que repose, partout, l'accumulation du capital productif et improductif. La répression du vouloir mieux vivre se distinguerait de la sur-répression engendrée par la préparation et l'exécution de la guerre. Soit — Et nul n'a découvert le secret du désarmement généralisé et de la paix perpétuelle. Des économies pacifiques pratiqueraient encore la sur-répression si elles choisissaient un équilibre entre consommation présente et consommation différée par trop opposé à celui que désirent les populations.

La domination du premier degré est celle de groupes dominants sur la multitude.

La domination du second degré est celle qu'exerce *sur tous* la technique totalitaire de l'industrie. A peine énoncée, l'affirmation appelle la critique. Ce n'est clairement pas la technique pure et simple qui est oppressive pour tous, c'est l'imperfection de son aménagement. Il est bien vrai de dire que les groupes dominants sont complices de la technique industrielle mais c'est parce que la société n'a pas su inventer et mettre en œuvre une régulation différente de la rentabilité. Il est vrai que le travail astreignant, la tyrannie des déplacements, l'invasion des bruits, des sons, des images accablent la cité industrielle : c'est qu'elle n'a pas su découvrir la formule humaine de son organisation. A travers la technique, c'est la société qu'on accuse : si la vie industrielle est, en quelque mesure, la tyrannie de tous sur tous, la faute en est à l'agencement des relations entre les hommes. Il pourrait se faire que l'évolution ait sensiblement changé la structure des conflits sociaux, sans l'éliminer dans le camp marxiste. Le conflit entre maître des machines et servants des machines n'est pas le privilège du capitalisme ; en outre, partout, le conflit entre les élites politiques, les élites de techniciens supérieurs et les masses impose de chercher des organisations nouvelles.

Mouvements dans la chrysalide

La répression et la sur-répression se lisent dans le fonctionnement même de la société plus encore que dans l'agencement des pouvoirs politiques et des règles juridiques. Le chômage a été un terrible instrument de sur-répression. A l'aube du capitalisme, il transforme le salarié en serf menacé dans sa santé et sa vie. Considéré comme aussi « naturel » que l'équilibre « naturel » (1) de la population, il n'est pas question de l'éliminer. Il faudra des siècles pour que s'esquisse le droit au travail puis s'affirme la politique du « plein emploi ». Quoiqu'ambiguë et insuffisante, elle ouvre la voie à une politique de plein développement de la Ressource Humaine, c'est-à-dire d'épanouissement conju-

(1) C'est-à-dire l'égalisation par mort d'hommes de l'offre et de la demande de travail.

gué des forces de travail, des besoins et des aspirations. La société est loin d'avoir atteint cet idéal : des signes, en tout cas, révèlent qu'elle n'y est plus imperméable. L'excès de la sur-répression par le chômage recule ; le chômage tel qu'il est maintenant, surveillé, réglementé, combattu dans son apparition et ses conséquences, demeure menaçant pour le travailleur. Est-il « répressif » ? Cette épithète obscure se condamne elle-même à l'usage.

Société réconciliée et existence pacifiée

Les idéologies coutumières par lesquelles nos sociétés prétendent se légitimer sont ruinées. Que les sociétés soient spontanément harmonieuses, on n'arrive pas plus à le soutenir qu'à admettre que l'intérêt général soit clairement définissable et réalisable sans difficulté. Nos sociétés ne sont iréniques aux yeux de personne : ni de ceux qui y découvrent des *antagonismes* irréductibles sinon par la destruction du système, ni de ceux qui y observent des *conflits* surmontables par luttes et dialogues.

La société de l'homme unidimensionnel est, pour H. MARCUSE, celle des conflits freudiens et des conflits marxistes dont il ne nous décrit pas les combinaisons précises. Dans cette société, le conflit est accepté dans une certaine mesure pourvu qu'il puisse être contrôlé à temps et à l'intérieur d'une limite ; l'autorité qui use du conflit comme d'un détecteur des tensions sociales se croit capable de le faire cesser au point où il menacerait la propriété privée des moyens de produire et la sécurité nationale. Est-ce déjà de la sur-répression ou serait-ce seulement l'exercice de cette répression sans laquelle aucune société ne subsiste ? Car l'Est protège la propriété sociale des moyens de produire et la sécurité nationale par des procédés aussi sévères que ceux de l'autre camp.

L'existence pacifiée que préconise H. MARCUSE est soumise à des conditions qui, aujourd'hui, sont peu discutées dans leur principe : la satisfaction, pour tous, des besoins fondamentaux, y compris les « besoins » largement entendus de paix, de tranquillité, de vie en petits groupes d'élection ; puis le « temps libre » si bien caractérisé par Karl MARX comme propre à changer radicalement le travail lui-même ; enfin l'exclusion de la guerre — nous dirions même de toute destruction de forces humaines et d'éléments qui puissent servir la vie.

La satisfaction des besoins élémentaires pour tous et la préférence donnée à une économie pour la vie doivent se réaliser par la technique et l'industrie de ce temps. H. MARCUSE y insiste, soucieux de n'être pas accusé de moralisme utopique. On demande alors comment la *Société-Fabrique* deviendra *Société-Emancipation*. Ce n'est pas parce que les marchandises fabriquées seront différentes que les techniques de fabrication, de distribution et d'usage seront moins astreignantes. Il ne faut pas produire moins si tous doivent être

satisfaits et il faut produire en usant des mêmes techniques, c'est-à-dire des mêmes servitudes, même si les maîtres ont changé.

Le travail industriel est une activité contraignante. — Contrainte pour le travail soit. Mais non contrainte pour le plus haut rendement, avance H. MARCUSE, oubliant que le plus haut rendement supposé orienté vers la satisfaction des besoins et non vers le gain monétaire maximum est indispensable pour tirer d'une misère bestiale un bon tiers de l'humanité.

La vie dans la Cité industrielle est contraignante en chaque occasion. Les « attitudes » changeront, pense H. MARCUSE quand l'acceptation des valeurs de vie, d'amour, de beauté, bref la conversion « érotico-esthétique » sera accomplie. Mais comment ? demande-t-on. Par un changement des esprits *dans le même* cadre de technique et d'organisation ? C'est d'un bel optimisme. Ou par un changement de l'organisation régnant sur les mêmes techniques destinées à procurer le même rendement, mais en vue d'autres desseins ? On attend la recette de la Cité industrielle où la tension rigoureuse des esprits, la discipline exacte des activités, le contrôle implacable des opérations céderaient la place à l'universelle détente.

Eros et Logos sont des compagnons inséparables en chaque être humain et dans les sociétés d'hommes. Cette dyarchie est un ressort essentiel de la vie personnelle et sociale. Infidèle à Freud qui soumet Eros à Logos, H. MARCUSE tire d'Eros *seul* l'homme libéré et la société pacifiée des hommes libres. Ce monisme est étranger à la science et aux premières réflexions positives du freudo-marxisme.

Eros, seul principe qui constitue l'être humain, le socialise aussi. C'est *l'acceptation* d'Eros des valeurs de vie, d'amour et de beauté qui pacifie l'existence humaine. Mais, sous peine de ne dire à peu près rien, H. MARCUSE devrait préciser ce qu'il entend exactement par « acceptation » ; nous ne croyons pas qu'il y parvienne.

Eros seul, Eros sans Logos est impuissant à susciter cette dialectique intime faite de « oui » et de « non », qui donne leur qualité aux acquiescements à la vie, à l'amour et à la beauté : — Non à l'accident, aux souffles de surface, afin d'exister autrement qu'en écume — Non aux satisfecits intérieurs pour n'être pas de plein gré le juge corrompu de soi. Non aux petits délires, hypocritement confondus avec des oracles de Pythie ou des chants d'Orphée. Eros, dans l'homme, est pensé, critiqué, jugé, évalué ; l'acceptation humaine d'Eros ne se fait pas sans quelque coopération de Logos.

L'acceptation des valeurs de la vie, de l'amour et de la beauté culmine chez les grands artistes et les grands spirituels, sur des niveaux et sous des formes où triomphe la contestation violente des inerties, des platitudes, des conformismes de la vie sociale. On aurait aimé que H. MARCUSE discutât de ces cas éminents et dise s'ils n'ont vraiment rien à nous enseigner sur la vie pacifiée par l'Eros des sommets.

Si l'on n'entre pas dans cette enquête, du moins sera-t-on tenté par celle à laquelle invite un savant : Dennis GABOR. Dans son livre « *Inventing the future* », il suggère que l'homme de l'issue heureuse des aventures industrielles pourrait bien être l'homme mozartien qui, jugeant et dominant l'Évangile de l'effort, accepte de déchiffrer l'Évangile de la joie. Personne ne confond, pensons-nous, l'homme mozartien avec l'homme MOZART, prodige douloureux, tendresse angoissée brûlée d'instincts exigeants. Mais on le cherche dans certaines œuvres, celles qui doivent le moins à la circonstance et à l'imitation, surtout peut-être dans cette œuvre (1) où la critique avertie trouve « un composé musical unique de *rationalisme lyrique* — sagesse et tendresse mêlées, chaleur et austérité associées en des accords » que l'on ne peut « entendre sans un sentiment de *sécurité fervente* auquel on ne peut comparer que la théologie d'un BACH, elle aussi rationnelle ». S'il ressemble, même de très loin à ces fortes, subtiles et délicates alliances, l'homme mozartien accepte Eros : c'est dans un style fort différent de l'homme apaisé selon la recette marcusienne.

Promotion de la société elle-même

Herbert MARCUSE avance qu'« est raisonnable ce qui protège l'ordre de la satisfaction et de l'apaisement ». Nous possédions maintes interprétations du bon « sauvage » : voici le « bon civilisé », « satisfait », « apaisé », « comblé », etc. Puisque notre ami des hommes ne dédaigne pas les mythes, disons : Prométhée sombre dans l'oubli pour que l'humaine espèce reçoive les révélations d'Orphée et peut-être de Narcisse. Ces vœux sont aussi anciens que le monde. Ce sont des vœux impies dans la mesure où ceux qui y conforment leur vie acceptent la souffrance et l'humiliation des masses dont le salut dépend d'un effort méthodique, *tendu* et ordonné à des fins nouvelles.

Une histoire de l'Humanité vient d'être publiée par l'U.N.E.S.C.O. Ses descriptions un peu dispersées font méditer sur l'histoire de l'inhumanité. Jugement de valeur ? Appréciation normative ? Mais oui, tirés de la lente construction de l'idée du bipède humanisé, prenant conscience de la communauté qu'est l'espèce et condamnant le meurtre individuel ou collectif. Pour diviser, séparer, organiser des sociétés hostiles les unes aux autres, pour légitimer la guerre et l'exécution capitale, l'humanité a proposé des significations, des sens. La préférence pour la vie qui est le premier commandement d'Eros et qui habite chaque individu serait satisfaite pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, si les moyens de la science et de l'industrie servaient une politique de développement mondial. La vie, la santé, la destinée

(1) *La flute enchantée*

intellectuelle de chacun des trois milliards quatre cent millions de terriens peuvent désormais être étudiées et protégées. Ce n'est pas à la faveur d'une détente, d'un relâchement, d'une pacification facile des esprits dans les nations riches et puissantes. C'est par une réorientation des efforts, une prise de conscience et un changement de morale pratique et vécue.

La dimension morale, donc, est étrangère à la pensée de H. MARCUSE, sous ce rapport très inférieure à celle de K. MARX. Loin de nous l'intention de présenter K. MARX comme un moraliste. Nous disons que ses analyses impliquent une dimension morale et une dimension politique : la lutte des classes sert l'humanisation de l'espèce, la catastrophe ou le socialisme prépare sa libération, le communisme terminal accomplit l'être *générique* de l'homme : il devient homme pleinement par son produit et en procurant ce produit à son prochain. Cette vision est celle de l'homme libéré par l'effort créateur de l'homme ; elle dévoile un changement qualitatif de la société ; la société est au service de tous et leur permet de s'entre-crée les uns les autres.

Pour atteindre ce niveau, l'effort sévère, l'organisation rigoureuse s'impose. Les renoncements infligés aux individus, les sacrifices exigés des parties pour le salut du tout, H. MARCUSE les tient-il pour des formes de répression ou de sur-répression ?

Philosophe, H. MARCUSE a choisi d'appliquer sa philosophie à la société qui fait l'homme unidimensionnel, dans le dessein d'ouvrir une voie de dépassement. On ne le tiendra pas quitte après sa contestation érotico-esthétique. L'avènement des valeurs de vie, d'amour et de beauté, comment le prépare-t-il et le conçoit-il ?

L'économie d'aujourd'hui est celle des grandes unités et des groupes : les prix et les salaires ne s'y forment pas seulement dans l'entreprise mais par voie de discussion et de négociation dans les industries et au niveau national. Le conflit des groupes et des catégories sociales ne procède pas seulement de la pénurie ou de l'insatisfaction matérielle ; il doit bien être surmonté par une puissance publique. Au nom de quoi, comment ? Où commence la sur-répression ?

La politique aujourd'hui est marquée par l'aspiration à la démocratie réelle grâce à la montée convenablement éclairée et organisée des masses. Les forces qui entretiennent leur ascension et enflamment leurs revendications sont tumultueuses : qui dégagera, et comment, les projets possibles, qui les mettra en œuvre, avec quelle dépense de contrainte sociale ? La « répression » la mieux justifiée sera toujours sentie comme une sur-répression par quelques-uns. L'interprétation moniste de l'être humain ramené aux seules puissances d'Eros prive H. MARCUSE de chercher la mesure d'« autorépression » et de « répression sociale » qui rend cohérente la personne et donne cohésion à la société.

Agressivité et Eros

H. MARCUSE nous stimule en secouant les torpeurs et en discutant le bien-être asservissant de la Société-Fabrique. Mais ce thérapeute émancipé, ce psychiatre social qui entend nous guérir du confort ne propose-t-il pas un traitement homéopathique en recommandant la détente, la relaxation, les concessions aux pulsions élémentaires ?

Il se méprend sur l'instinct d'agressivité dont les effets potentiellement positifs sont reconnus par toute une école et dont la sublimation est nécessaire pour fonder l'émulation, les concurrences individuelles et les compétitions collectives. Bien que le débat entre Freud et Adler ne soit pas épuisé, les positions des psychanalistes qui reconnaissent à l'instinct d'agressivité une existence autonome ne peuvent être entièrement négligées. Pour eux, cette auto-affirmation de l'être individué dans une relation d'opposition à autrui et au milieu élève les niveaux d'aspiration et se rencontre dans des personnalités jugées socialement bienfaisantes.

Un Eros sublimé *et* une agressivité sublimée sont les ressorts puissants d'une mobilisation des minorités conscientes et des masses pour transformer l'habitat et l'habitant et répondre à trois vocations du xx^e siècle : construire le socialisme pour hommes libres, dépasser la nation, instituer concrètement la solidarité planétaire.

Dans cette voie encore, elle est bien inactuelle, l'existence « pacifiée » telle que la comprend H. MARCUSE. Il n'effacera pas le tragique de mythes grandioses. Sisyphe voudrait bien rejeter à jamais le fardeau qui lui broie les reins dans son ascension douloureuse. Tantale crie devant le plaisir proche et inaccessible. Il n'est que d'observer les hommes et de vivre au milieu d'eux pour connaître qu'une destinée historiquement inflexible lie la douleur à la conscience et le combat à la liberté.

Société et révolution

La conception marcusienne du passage de la société présente à la société nouvelle change d'une œuvre à l'autre. Les dernières lignes de l'*Homme unidimensionnel* lient notre seul espoir aux « désespérés », aux humiliés que toute société écrase. Dans le recueil *La fin de l'Utopie*, la vertu révolutionnaire de l'automatisme et la revendication universelle d'« existence apaisée » sont signalées comme des forces brisantes. L'article de la revue *Diogène* (1) soumet à nouvel examen le concept de révolution qui se précise dans le livre intitulé « *Vers la libération* » (2).

(1) *Diogène*, n° 64, octobre-décembre 1968, H. MARCUSE : Réexamen du concept de révolution.

(2) *Vers la libération. Au delà de l'homme unidimensionnel*. Les Editions de Minuit, 1969.

Les projets révolutionnaires et les nouveaux groupes d'action révolutionnaire sont caractérisés désormais en opposition avec les vues de K. MARX et des marxistes.

Les prolétaires industriels seraient devenus conservateurs ; en tout cas, les classes autrefois révolutionnaires sont aujourd'hui intégrées à l'ordre économique et social ; elles y bénéficient d'un niveau de vie élevé et sont sensibles aux avantages de la société de consommation. La forme actuelle de la coexistence Est-Ouest consolide le capitalisme et les Pères institutionnalisés ne sont pas moins répressifs du côté de Moscou qu'à Washington. Il n'y a donc rien à espérer pour la révolution véritable des pressions du communisme russe. Quant aux techniques révolutionnaires à usage interne : nationalisation, participation à la gestion, luttes syndicales, elles sont toutes périmées.

La révolution marcusienne mise sur « le passage de K. MARX à FOURIER et le passage du réalisme au surréalisme ». Sous ces formules suggestives, lisons : la révolution véritable est la révolte de la « sensibilité humaine contre les impératifs de la raison répressive » et la confiance en une nouvelle structure des esprits libérés de « la rationalité de la domination » et harmonisés par les valeurs esthétiques imprégnant l'habitat et convertissant l'habitant.

N'insistons pas sur cette vue insolite de la révolution et du révolutionnaire qui déroutent notre expérience d'Occidentaux qui lient révolution à justice et voient le révolutionnaire comme un combattant pour la justice, plutôt que comme un éclusier qui ouvre les vannes de flots turbulents et à grand peine contenus.

Il est énigmatique et complexe, cet Eros en qui H. MARCUSE met toutes ses complaisances. Entre la libération d'Eros et l'avènement du Beau, quel est donc le passage nécessaire ? Sur cette relation restée très obscure en dépit de la méditation séculaire des penseurs occidentaux, notre prophète ne fait pas la lumière. On craint que la Cité de son socialisme n'abrite des excès, des difformités et plus encore peut-être des *confusions*, insoutenables pour un ami du Beau.

La révolution du xx^e siècle est mondiale, non par l'extension du marché et de l'industrie capitalistes, ni par l'effet d'une catastrophe imminente et généralisée, mais par la montée de la masse et par la révolte de l'homme en tant qu'homme, menacé partout par les techniques industrielles que nulle politique ne transforme en moyen de libération. La contestation pour l'homme même, au nom de l'homme même, est le cri de révolutionnaires d'aujourd'hui. « Il s'agit d'établir l'homme total sur la terre » (FANON). « Nous bâtissons l'homme du XXI^e siècle (CHE GEVARA). « L'individu doit faire acte d'opposition totale *non comme représentant d'une classe* mais comme représentant de l'espèce contre un système qui menace d'anéantir l'espèce » (Rudi DUTSCHKE).

Cet universalisme de la contestation est servi, selon H. MARCUSE, par deux forces : l'Automation et le Grand Refus.

Il est très exact que le principe de l'Automation est une relève du travail humain par les systèmes qui conduisent de l'ordinateur à l'appareil de distribution en passant par toutes les séries de la production. Mais il est très douteux que l'absorption de l'automation pose des problèmes insolubles au capitalisme ou au communisme.

Quant au Grand Refus, à la protestation de la sensibilité humaine contre l'injustice administrée, contre l'oppression plus ou moins légitimée, contre la dureté universelle à l'égard du faible et du pauvre que consacre l'ordre public, disons qu'elle est présente à toute l'histoire de nos sociétés d'Occident ; elle gagne en extension et peut-être en efficacité avec les progrès de l'information et la concentration urbaine et industrielle des masses humaines. Est-elle trop dangereuse pour le capitalisme et pour l'Etat ? C'est une autre question.

Les nouveaux révolutionnaires n'ont pas de place déterminée dans le processus de la production : la révolte intime de l'homme accablé par la technique n'est ni le monopole d'une classe ni le privilège d'une misère. Elle couve et explose dans les ghettos, les groupes humiliés, frustrés, victimes de la ségrégation. Elle inspire aussi ces étudiants « *des classes moyennes* » qui ne font pas la révolution — H. MARCUSE y insiste — mais qui sont un facteur puissant de changement.

Les travailleurs éprouvent « une répulsion à l'égard de l'intelligentsia non conformiste » ; ils joueront leur rôle dans l'évolution, mais nullement celui d'une armée que les jeunes universitaires orienteraient ou encadreraient. C'est le Tiers-Monde qui doit « procurer » à l'opposition étudiante « sa base de masse ». Pronostic dont le vague et le flou n'échappent pas à l'examen sérieux de la situation des « masses » dans les pays retardés, si fâcheusement rassemblées sous l'étiquette décevante de « Tiers-Monde ».

Deux voies s'ouvrent aux transitions révolutionnaires : « le capitalisme peut craquer », la société peut pourrir : la brèche faite dans la fausse conscience peut être le début d'une « dissolution de la moralité sociale » ; la prolifération de foyers infimes peut paralyser la société sur-répressive et... Mais il n'y a pas de « et », car H. MARCUSE, imitateur de K. MARX en ce point, refuse de décrire « les gargottes de l'avenir ». A l'horizon, il cherche le règne d'Eros innocent et de l'innocent bonheur des Cités nouvelles.

H. MARCUSE est-il classique au sens où ce mot exclut tout « provincialisme » ? Est-il citoyen de cette terre-ci en cette époque-ci ?

Sur cette terre-ci, en cette époque-ci, brille à l'extrême point d'efforts hautement rationnels, puissamment émotifs et rigoureusement organisés une beauté humaine qui invite à douter des limites de l'homme : c'est celle que révèlent — savants ou cosmonautes — les conquérants de tous les espaces inconnus et de tous les cieux nouveaux.

Les hommes du xx^e siècle réduiraient le champ de leurs possibles en renonçant à une tension passionnée au service de l'espèce humanisée sur une terre humanisée dans toutes ses dimensions. L'avenir humain n'est pas à la détente, au relâchement, aux apaisements faciles.

Logos et Eros, la science et l'amour des hommes se combattent et s'entraident dans un dialogue dont la fécondité exclut tout compromis banal.

Cours du jeudi : *Modèles quantitatifs à structure plurisectorielle.*

Aucun problème d'actualité autant que celui de la « dépendance » et de l'« indépendance » des économies nationales ne fait comprendre la portée de l'analyse structurelle, spécialement si elle porte sur une structure plurisectorielle.

L'« indépendance » de l'économie nationale, aujourd'hui revendiquée hautement par certain gouvernement, est dans la politique de tous les gouvernements au monde ; elle est liée à la souveraineté nationale, mais le contraste est frappant entre la théorie économique néoclassique qui ne peut intégrer le concept de structure et les exigences d'une interprétation concrète et d'une politique praticable en matière d'échanges extérieurs.

Dans l'*optique néoclassique* l'indépendance de la nation n'est pas un objet de pensée économique. Les équations de l'équilibre s'écrivent à l'échelle du monde pour les prix et les quantités et traduisent un marché mondial en régime de concurrence complète. L'immobilité des facteurs (D. RICARDO) et les approvisionnements variables en facteurs (B. OHLIN) sont les seuls « témoins » de l'existence des nations.

De cette position découlent des conséquences touchant l'équilibre et le rééquilibre, les *terms of trade*, les *gains from trade*, la notion de discrimination et de détournement de trafic.

Mais, de J.-S. Mill au Gatt, un thème réintroduit la structure dans l'univers de la pensée économique appliquée aux échanges extérieurs : c'est l'*infant industry*. L'argument est présenté par des libéraux : sous ses formes initiales ou les plus modernes, il signale la dépendance résultant d'un inégal développement et la nécessité de faire naître une structure déterminée dans le dessein d'instaurer une compétition moins inégale.

Dans l'*optique de J.-M. Keynes*, l'échange international est très différent selon qu'il s'établit entre nations lésées par le sous-emploi ou économies fonctionnant communément au voisinage du plein emploi. L'économie nationale n'est plus un ensemble plastique modelé par le prix, mais un tout dont le niveau de produit dépend de la politique judicieuse d'investissement et d'emploi. Du même coup, les conceptions et les politiques des nations relatives au plein emploi ne sont plus entre elles spontanément compatibles.

L'optique de la généralisation de l'équilibre walraso-parétien a toutes nos préférences. Fondamentalement, la relation économique est un combiné d'échange pur et de relations de puissance.

D'où :

1) Une nation est une combinaison d'« industries », d'ensembles d'activités économiques. Le contenu et la dimension de ces activités non moins que leur couplage commandent la structure du commerce extérieur et la capacité qu'à la nation d'influencer ses partenaires ou son aptitude à être influencée par eux.

2) Elle est une combinaison d'espaces polarisés reliés par des axes de transport et de développement.

3) Elle est une combinaison de groupes économiques et financiers ; elle possède, ou non, une Place financière.

Il n'est pratiquement pas de nation totalement indépendante en tous domaines. Les structures nationales sont interdépendantes. L'indépendance de l'économie nationale n'est qu'une modalité forte de l'interdépendance et toute l'analyse consiste à définir cette modalité forte.

Pour le faire on part *des dépendances*, on examine les types de balance extérieure et l'on arrive ainsi à définir *l'emprise de structure* de A sur B, à quoi, *en tous les cas*, B répond par une *préférence de structure* et par une politique qui la sert.

1. *Dépendance et dimension*

Le critérium statistique de la dimension de la nation est son produit intérieur brut.

Les nations classées « petites » se répartissent en deux groupes.

Dans le premier (Amérique du Sud, Afrique, Moyen-Orient), la petite nation a une *structure* qui la rend faible et dépendante. a) Ses coefficients de commerce extérieur sont élevés, mais ses productions et ses exportations sont concentrées. b) Elle n'a pas d'industrie organique reliée à ses autres activités. c) Elle a une capacité modeste en matière de science et de formation des personnels scientifiques et des techniciens.

Les petites nations de type européen (Belgique, Hollande, Suisse) ne présentent aucune de ces caractéristiques de faiblesse structurelle.

Les nations moyennes et petites à structures développées ne peuvent se définir et concevoir leur action aujourd'hui que par référence aux deux Grands : Etats-Unis et Russie soviétique. 1) Ceux-ci ont seuls des industries nucléaires et spatiales de dimensions et structures décisives. 2) La dimension optimum de la très grande firme, en prise sur un marché intérieur étendu

et depuis longtemps constitué, reste le privilège des Etats-Unis pour des branches importantes. 3) Les énormes réserves financières et la capacité d'accumulation des Etats-Unis permettent à leurs groupes et à leur gouvernement des opérations d'une ampleur et d'une complexité refusée à leurs moindres partenaires.

La moyenne nation elle-même est « vulnérable » (R. Triffin) à l'action des Grands. Elle souffre des restrictions de trafic ou de prêts qu'ils peuvent décider puisqu'ils ont le choix entre marchés et entre emprunteurs. Elles subissent les conséquences des déséquilibres induits par leurs appareils monétaires et financiers. Elles ne peuvent opposer qu'un bilatéralisme chétif à leurs bilatéralismes gigantesques. Leurs importations de biens intermédiaires représentent d'ordinaire une fraction importante de leurs importations totales ; par conséquent la hausse des prix, venue de l'extérieur, est largement diffusée.

La conclusion est que la dimension, sous le rapport de la dépendance, ne peut s'apprécier qu'en explicitant la structure.

2. Dépendance et structure

Les structures ne sont pas seulement différentes, elles sont *inégaies* les unes par rapport aux autres ; on le voit sur l'exemple privilégié des relations entre deux « partenaires principaux » à l'intérieur du groupe des Six : la France et l'Allemagne.

A. Les exportations « poussées »

Contrairement aux préférences néoclassiques, ce ne sont pas seulement les exportations *tirées* (1) par la demande extérieure, mais aussi les exportations *poussées* par les exportateurs « actifs », « offensifs » qu'il faut retenir dans une théorie moderne.

On peut combiner le modèle des exportations « poussées » avec celui des accroissements *entretenus* (2) de l'exportation. Pour un taux de salaires donné, un accroissement de l'exportation entraîne un accroissement de la production. D'où un abaissement du coût de salaire par unité de produit ; d'où une baisse du prix et un nouvel accroissement de l'exportation.

Tout différent de ce modèle est celui des exportations *entraînées*. Sous conditions précises, une exportation de biens de capital entraîne des expor-

(1) K. Rotschild, « Pull » and « Push » in Export, *Weltwirtschaftliches Archiv*, 1966, Bd 97, Heft 2.

(2) W. Beckerman, « Projecting Europe's growth », *The Economic Journal*, décembre 1962, et la discussion (même revue 1963-64) qui, considérablement enrichie par les analystes italiens, conduit à l'intéressant modèle exposé par S. Vinci, ch. II de l'ouvrage collectif, *Lo sviluppo di un'economia aperta*, Edizione scientifica italiana, 1969.

tations complémentaires. Du point de vue du pays qui reçoit les importations, l'importation totale se présente comme la combinaison des importations chez lui entraînant (X_E) et des importations chez lui entraînés (X_e) :

$$X_T = X_E + \sum_1^n X_e.$$

En longue période, on observe l'inégalité des économies nationales quant à leur capacité, a) de procéder à des exportations *non classiques* (*intergovernment trade*, matériel stratégique), et b) de *créer* des débouchés, — les « débouchés préalables » n'existant pratiquement pas dans un pays très peu développé.

Les exportations « actives », sous toutes leurs formes, éclairent le phénomène de dépendance. La nation qui ne dispose pas d'exportations offensives, entretenues, appuyées par des exportations quasi-publiques, risque de devenir un ensemble subordonné.

B. *Les investissements directs*

Les investissements directs sont bannis de la théorie pure de l'échange extérieur sous sa forme néo-classique : leur présence suffit à interdire la construction des équilibres de concurrence complète ; en outre, ils procèdent, communément, de calculs globaux.

Soit, dans un pays B, un investissement entraînant (1) (I_E) qui dépend de la décision du pays A et suscite, en B, des investissements entraînés (I_e). On passe des investissements aux produits correspondants par un coefficient de productivité (σ) et des produits à leurs effets sur le commerce extérieur par des coefficients d'importation (m) et d'exportation (x) qui permettent de construire l'effet total sur la balance extérieure de B (M : importation totale ; X : exportation totale).

$$(1) \quad I_T = I_E + I_{e_1} + I_{e_2} + \dots + I_{e_n}$$

$$(2) \quad I_T \sigma_T = I_E \sigma_E + I_{e_1} \sigma_{e_1} + I_{e_2} \sigma_{e_2} + \dots + I_{e_n} \sigma_{e_n}$$

$$(3) \quad P_T = P_E + P_{e_1} + P_{e_2} + \dots + P_{e_n}$$

$$(4) \quad m_E P_E + m_{e_1} P_{e_1} + m_{e_2} P_{e_2} + \dots + m_{e_n} P_{e_n}$$

(1) Pour la définition et l'analyse, cf. F. P., *Les techniques quantitatives de la planification*, P.U.F., 1965.

$$(5) \quad x_E P_E + x_{e_1} P_{e_1} + x_{e_2} P_{e_2} + \dots + x_{e_n} P_{e_n}$$

$$(6) \quad M - X = \sum_1^n m_e P_e - \sum_1^m x_e P_e + (m_E P_E - x_E P_E)$$

Le principe de ce modèle simple étant compris, on peut l'employer à la formation de modèles exprimant *l'action par le pays A sur la structure du commerce extérieur du pays B*. Il est à peine nécessaire de rappeler au spécialiste que ce modèle n'a *aucun rapport* avec le multiplicateur keynésien supposé construit en explicitant les consommations *et* les investissements induits.

C. Les flux monétaires

L'action d'une devise dominante est illustrée par *l'étalon dollar*. Celui-ci est la conséquence d'une institution : les accords de Bretton Woods, qui traduisent un rapport de forces : malgré les troubles monétaires qu'elle subit, l'économie dominante s'efforce de conserver le privilège qui découle, pour elle, de l'étalon dollar.

La riposte des moindres partenaires est donnée par leur politique monétaire à l'échelle de la nation. Mais la politique monétaire classique ne suffit plus. Un pays à déficit ($M > X$), s'il souffre de chômage ne peut se borner à pratiquer la désinflation ; un pays à excédent ($X > M$) qui subit l'inflation l'aggrave en appliquant une politique d'aisance monétaire. Les inégalités de puissance résultant des inégalités de structures sont manifestes entre économies nationales soucieuses de se soustraire par une politique appropriée à l'emprise de l'étalon dollar.

La politique d'une région multinationale (l'Europe des Six) fondée sur une parité commune ou (et) sur la mise en commun des réserves procurerait, éventuellement, le contre-pouvoir nécessaire pour que l'on puisse parler, autrement qu'en dérision, de l'égalité de *principe* des devises face à la convertibilité et aux opérations commerciales et financières.

3. Dépendance et équilibre de la balance extérieure

Ce qui précède conduit à réexaminer l'équilibre de la balance extérieure et à reconnaître l'influence des structures sur l'auto-correction des déséquilibres.

On y parvient en discutant trois modèles dont les caractéristiques sont résumées dans le tableau que voici :

Modèles	Types de croissance	Structures	Crédits Mouvements de capitaux	Politique
1	Circuit élargi	Changements marginaux d'une structure	Crédits de trésorerie	Maintenir les conditions des spontanéités
2	Croissance avec déséquilibres de fonctionnement	Changement de structure	Crédits d'expansion	Correction des déséquilibres de fonctionnement
3	Croissance avec déséquilibres de structures	Construction de structure	Crédits de « construction »	Correction des déséquilibres structurels

Dès que le *capital structuré* est introduit, apparaît l'inégalité des structures et la possibilité pour une économie nationale d'exercer une emprise sur l'un de ses partenaires, ou sur plusieurs d'entre eux.

La théorie des grands flux correcteurs (Jean Weiller) (Importation compensée par un Investissement correspondant) met en évidence la dépendance de l'économie nationale emprunteuse et importatrice, même sans tenir compte de la « décapitalisation » souvent trop sommairement comprise et qui prend tout son sens dans une analyse multisectorielle.

Les flux perturbateurs (déstabilisants) de capitaux en courte période illustrent l'inégalité des structures dans tous les plans, économique, financier et monétaire.

4. Emprise de structure et dépendance

L'emprise de structure se construit analytiquement en introduisant l'*investissement entraînant* dans un modèle à la R.F. Harrod à la place de l'*investissement dit autonome* ; il en résulte une instabilité spécifique, éventuellement à « la commande » de l'extérieur.

De là, on passe au modèle d'une *économie à deux secteurs* : l'un entraîné, l'autre entraînant à la décision de l'étranger, puis à une *économie à plusieurs secteurs* : les uns entraînés, les autres entraînants à la décision de l'étranger.

L'analyse purement économique et même susceptible d'applications économétriques remet ainsi en honneur cette notion de *Zone d'influence* que les Grands n'aiment pas reconnaître parce que le silence que l'on fait sur elle sert leurs intérêts et leur volonté de puissance.

5. *Application au cas français*

L'appareil analytique qui vient d'être très sommairement caractérisé a été appliqué à la France considérée principalement dans ses rapports avec les Etats-Unis. Cette étude appliquée n'a pas été donnée au cours ; elle est reproduite dans un ouvrage de publication très prochaine (1).

6. *Stratégie de l'indépendance et préférence de structure*

Dans bien des cas, la charge de la preuve du caractère anti-économique d'une politique d'indépendance, c'est-à-dire d'une politique tendant à la mise en œuvre d'une modalité forte de l'interdépendance devra être rejetée sur les firmes géantes, les groupes financiers puissants et les Grands qui ont l'intérêt le plus évident à interdire cette politique.

La stratégie de la modalité forte de l'interdépendance ne sera évidemment *jamais purement défensive*. Elle se définit dans la moyenne ou la longue période par un programme ou un plan indicatif et actif de la nation tendant à réaliser une *structure préférée*. Cette préférence de structure s'oppose à la structure pratiquement imposée par l'étranger exerçant à son bénéfice propre ses influences et ses emprises sur l'appareil de production et le marché. Le V^e Plan français et — espérons-le — les mesures préparatoires du VI^e contiennent de nombreux traits qui servent une modalité *forte* de l'interdépendance de l'économie française et des économies européennes et mondiales. Quelles que soient les discussions théoriques et doctrinales, les Etats-Nations et les Etats-Européens, quand ils sont engagés dans l'action, tiennent *tous et toujours* compte de la distinction entre modalités *fortes* et modalités *faibles* de l'interdépendance.

DISTINCTIONS

Docteur Honoris Causa de l'Université Laval, Québec (Canada), novembre 1968.

Docteur Honoris Causa de la Faculté de Sciences politiques et économiques de Barcelone (Espagne), novembre 1968.

(1) *L'indépendance nationale et l'interdépendance des nations*, Aubier-Montaigne, 1969.

TRAVAUX ET EXPOSÉS EN FRANCE

Problèmes latino-américains du point de vue économique et social. Assemblée du Conseil de l'Europe, septembre 1968.

Les rapports de l'Europe et du Tiers-Monde dans l'optique de l'autonomie des ensembles de nations (Comité pour l'Indépendance de l'Europe, 18 octobre 1968, Paris).

Colloque franco-roumain : « Nouvelles formes du commerce international et coopération entre nations », Paris, 25-29 novembre 1968.

E.S.S.E.C., Paris, « Stratégie de l'entreprise et profit », 11 mars 1969.

Centre d'études de politique étrangère ; présidence de l'exposé par Lord Balogh : « La vulnérabilité du nouveau système économique, la politique des revenus », Paris, 15 avril 1969.

Chambre régionale de commerce et d'industrie Nord-Pas-de-Calais, Lille : « La communauté des régions de l'Europe du Nord-Ouest et le tunnel sous la Manche », mai 1969.

ARTICLES

En espagnol

La nación y las exigencias en la economía del siglo veinte (Anales de la Facultad de Ciencias Jurídicas y sociales, Universidad de la Plata, tome XXIII).

El mercado común y América Latina (Revista de la Facultad de Ciencias Económicas, Montevideo, Uruguay), n° 23, juin 1968.

Las inversiones multinacionales en el desarrollo y la integración de América Latina (Banco Interamericano de Desarrollo), avril 1968.

En anglais

Multinational Investment and the analysis of development and Integration Poles : Inter American Development Bank, Bogota (Colombie), avril 1968.

RECHERCHES DU LABORATOIRE

La notion d'indépendance et de politique d'indépendance nationale (Rapport pour un service public), mars 1969.

Rapport sur l'utilisation des statistiques de brevets à des fins économiques (Ministère de l'Industrie), mai 1969.

PUBLICATIONS

Ouvrages

En français

Le progrès économique (n° 10, *Economies et Sociétés*, 29 septembre 1968, 123 p.).

Le pain et la parole (Editions du Cerf, Paris, janvier 1969, 334 p.).

L'économie du xx^e siècle (3^e édition, 1969, 764 p.).

Le Capitalisme (6^e édition, 1969, 125 p.).

Recherche et Activité économique, Direction de la publication et nombreuses contributions (A. Colin Collection U, 1969).

En portugais

Traduction portugaise du *Progrès économique*, n° 7, Ec. et Stés. (Livreria duas cidades, Sao Paulo, Brésil).

En espagnol

Técnicas Cuantitativas de la planificación (traduction espagnole des Techniques quantitatives de la planification, Barcelone, 1969).

Los modelos matemáticos de crecimiento (sous presse), Lima, Universidad de Ingenieria.

En roumain

Techniques quantitatives de la planification (traduction roumaine, 1969, Editions de l'Academia Republicii Socialiste Romania, Bucarest).

En allemand

Die Wirtschaft des XX^{en} Jahrhunderts (traduction allemande de *l'Economie du XX^e siècle*, Verlag Anton Hain K. G., Meisenheim/Glan, 1969).

Articles

En français

— *Sur le degré de généralité de la théorie de l'équilibre général* (*Economies et Sociétés*, n° 9, p. 227).

— *Les investissements multinationaux et l'analyse des pôles de développement et des pôles d'intégration* (*Tiers-Monde*, n° 34, juin 1968).

— *Les espaces économiques, Grandes firmes - petites nations, L'Anglo-Iranian Company et les effets de domination, Grandes firmes et petites nations* (*Economies et Sociétés*, tome II, n° 9, septembre 1968).

— Préface à l'édition roumaine des *Techniques quantitatives de la planification*.

— *L'intégration et l'échec de la théorie des échanges extérieurs* (*Economie Appliquée*, tome XXI, n° 2, 1968).

— *Les unités motrices en agriculture* (*Economie rurale*, n° 78, octobre-décembre 1968).